
Deuxième session, trentième Législature

Second Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 87

Bill No. 87

Loi modifiant la Loi de la Législature
et la Loi de l'exécutif

An Act to amend the Legislature Act
and the Executive Power Act

Première lecture

First reading

M. LEVESQUE

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1974



Projet de loi n° 87

Loi modifiant la Loi de la Législature
et la Loi de l'exécutif

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

[[**1.** L'article 46 de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1964, chapitre 6), modifié par l'article 3 du chapitre 9 des lois de 1971 et l'article 8 du chapitre 10 des lois de 1973, est de nouveau modifié par la suppression, dans la version française, du deuxième alinéa du paragraphe 1.

2. L'article 48 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 5 du chapitre 9 des lois de 1971 et l'article 10 du chapitre 10 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« **48.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées aux articles 92 et 99,

a) le président de l'Assemblée nationale reçoit annuellement, à ce titre, une allocation égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par 1.10;

b) chacun des vice-présidents reçoit annuellement, à ce titre, une allocation égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .50. »

3. L'article 52 de ladite loi, remplacé par l'article 7 du chapitre 9 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Bill No. 87

An Act to amend the Legislature Act
and the Executive Power Act

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

[[**1.** Section 46 of the Legislature Act (Revised Statutes, 1964, chapter 6), amended by section 3 of chapter 9 of the statutes of 1971 and section 8 of chapter 10 of the statutes of 1973, is again amended by striking out the second paragraph of subsection 1 of the French text.

2. Section 48 of the said act, amended by section 2 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session), section 5 of chapter 9 of the statutes of 1971 and section 10 of chapter 10 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“**48.** In addition to the indemnity and allowance contemplated in sections 92 and 99,

(a) the President of the National Assembly shall receive annually, as such, an allowance equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and 1.10;

(b) each of the Vice-Presidents shall receive annually, as such, an allowance equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and .50.”

3. Section 52 of the said act, replaced by section 7 of chapter 9 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

NOTES EXPLICATIVES

L'article 1 de ce projet corrige une erreur cléricale qui s'est glissée, en 1973, dans le premier paragraphe de l'article 46 de la Loi de la Législature.

Les autres articles suggèrent un ajustement des indemnités et allocations des membres de l'Assemblée nationale.

EXPLANATORY NOTES

Section 1 of this bill rectifies a clerical error that occurred in 1973 in the first paragraph of section 46 of the Legislature Act.

The other sections propose an adjustment of the indemnities and allowances of the Members of the National Assembly.

« **52.** En outre de l'indemnité et de l'allocation visées aux articles 92 et 99, l'adjoint parlementaire reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .30. »

4. L'article 76 de ladite loi, modifié par l'article 2 du chapitre 15 des lois de 1966/1967, les articles 21 et 90 du chapitre 9 des lois de 1968, l'article 1 du chapitre 5 et l'article 77 du chapitre 37 des lois de 1970 et l'article 12 du chapitre 10 des lois de 1973 est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 3 par le suivant :

« 3. Le paiement, aux membres de l'Assemblée nationale, suivant la présente loi, des indemnités, allocations ou autres sommes ou bénéfices qui y sont prévus, n'est pas une cause d'inhabilité au sens de l'article 75. ».

5. L'article 92 de ladite loi, remplacé par l'article 32 du chapitre 9 des lois de 1968 et par l'article 11 du chapitre 9 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par les suivants :

« **92.** Il est accordé à chaque député une indemnité annuelle de \$21,000.

« **92a.** Le montant de l'indemnité visée à l'article 92 doit, à compter du 1^{er} janvier 1975, être augmenté annuellement du pourcentage que représente le rapport entre le salaire de base pour l'année précédente et le salaire de base pour l'année antérieure à cette dernière.

Le salaire de base, pour une année, est calculé d'après la moyenne des traitements et salaires hebdomadaires pour l'ensemble des activités économiques au Canada au cours de chaque mois de l'année, tel que la publie Statistique Canada en vertu de la Loi sur la statistique. »

6. L'article 96 de ladite loi, modifié par l'article 5 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session), l'article 4 du chapitre 15 des lois de 1966/1967, l'article 90 du chapitre 9 des lois de 1968, l'article 1 du chapi-

« **52.** In addition to the indemnity and allowance contemplated in sections 92 and 99, the parliamentary assistant shall receive an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and .30."

4. Section 76 of the said act, amended by section 2 of chapter 15 of the statutes of 1966/1967, sections 21 and 90 of chapter 9 of the statutes of 1968, section 1 of chapter 5 and section 77 of chapter 37 of the statutes of 1970 and section 12 of chapter 10 of the statutes of 1973 is again amended by replacing subsection 3 by the following :

“(3) The payment, to the Members of the National Assembly, in accordance with this act, of indemnities, allowances or other sums or benefits provided for therein shall not be cause for disqualification within the meaning of section 75.”.

5. Section 92 of the said act, replaced by section 32 of chapter 9 of the statutes of 1968 and by section 11 of chapter 9 of the statutes of 1971, is again replaced by the following :

“**92.** An annual indemnity of \$21,000 shall be granted to every member.

“**92a.** The amount of the indemnity contemplated in section 92 must, from 1 January 1975, be increased annually by the ratio, expressed in percentage, between the base wage for the last preceding year and the base wage for the year preceding such last preceding year.

The base wage for a year is computed on the basis of the average of weekly salaries and wages of the Industrial Composite in Canada for each month of the year, as published by Statistics Canada under the Statistics Act.”

6. Section 96 of the said act, amended by section 5 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session), section 4 of chapter 15 of the statutes of 1966/1967, section 90 of chapter 9 of the statutes of 1968, section

tre 11 des lois de 1969 et par l'article 13 du chapitre 9 des lois de 1971, est de nouveau modifié par la suppression des paragraphes 1, 3 et 4.

7. L'article 98 de ladite loi, modifié par l'article 7 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session) et remplacé par l'article 14 du chapitre 9 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

« 98. En outre de l'indemnité et de l'allocation visées aux articles 92 et 99, il est accordé au député qui occupe le poste reconnu de chef de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par 1.10. »

8. L'article 98*a* de ladite loi, remplacé par l'article 15 du chapitre 9 des lois de 1971 et modifié par l'article 14 du chapitre 10 des lois de 1973, est remplacé par le suivant:

« 98*a*. En outre de l'indemnité et de l'allocation visées aux articles 92 et 99, il est accordé:

a) au député qui occupe le poste reconnu de leader parlementaire de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .45;

b) au député autre que celui visé à l'article 98, qui dirige, à l'Assemblée nationale, un parti de l'opposition:

1. qui à la dernière élection générale a fait élire au moins douze députés ou

2. dont l'effectif reconnu à cette Assemblée comprend moins de douze députés mais qui, d'après le recensement officiel des votes donnés dans l'ensemble du Québec aux dernières élections générales, a obtenu vingt pour cent des votes valides donnés ou

3. qui était représenté, suivant les sous-paragraphes 1 ou 2, lors de la Législature précédente, une indemnité égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .45;

c) au député autre que celui visé au paragraphe a, qui occupe le poste de

1 of chapter 11 of the statutes of 1969 and by section 13 of chapter 9 of the statutes of 1971, is again amended by striking out subsections 1, 3 and 4.

7. Section 98 of the said act, amended by section 7 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session) and replaced by section 14 of chapter 9 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

“98. In addition to the indemnity and allowance contemplated in sections 92 and 99, an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and 1.10 shall be granted to the member occupying the recognized position of Leader of the Official Opposition in the National Assembly.”

8. Section 98*a* of the said act, replaced by section 15 of chapter 9 of the statutes of 1971 and amended by section 14 of chapter 10 of the statutes of 1973, is replaced by the following:

“98*a*. In addition to the indemnity and allowance contemplated in sections 92 and 99, there shall be granted:

(a) to the member occupying the recognized position of House Leader of the Official Opposition, an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and .45;

(b) to any member other than the member contemplated in section 98, who leads in the National Assembly an opposition party:

(1) which had at least twelve members elected at the last general election or

(2) of which the recognized membership in such Assembly is less than twelve members but which, according to the official addition of the votes cast throughout Québec at the last general election, obtained twenty per cent of the valid votes cast or

(3) which was represented, under subparagraph 1 or 2, during the preceding Legislature, an indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and .45;

(c) to any member other than the member contemplated in paragraph a who

leader parlementaire d'un parti visé au paragraphe *b*, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .40;

d) au député qui occupe le poste reconnu de whip en chef du gouvernement à l'Assemblée nationale, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .45;

e) au député qui occupe le poste reconnu de whip en chef de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .30;

f) au député qui occupe le poste de whip d'un parti visé au paragraphe *b*, de whip adjoint du gouvernement, de whip adjoint de l'opposition officielle, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .25. Aux fins du présent paragraphe, le gouvernement et l'opposition officielle ont droit à un nombre de whips adjoints égal aux multiples de vingt députés en sus de vingt, et un parti visé au paragraphe *b* a droit à un whip, les fractions de vingt n'étant pas comptées aux fins du présent article;

g) au député nommé pour agir comme président des commissions élues, une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 par .15. »

9. L'article 99 de ladite loi, modifié par l'article 8 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session) et l'article 36 du chapitre 9 des lois de 1968 et remplacé par l'article 16 du chapitre 9 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant :

« **99.** Il est accordé à chaque député une allocation annuelle de \$7,000 pour frais de représentation. »

10. L'article 99*a* de ladite loi, édité par l'article 17 du chapitre 9 des lois de 1971, est abrogé.

occupies the position of House Leader of a party contemplated in paragraph *b*, an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and .40;

(d) to the member occupying the recognized position of Chief Government Whip in the National Assembly, an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and .45;

(e) to the member occupying the recognized position of Chief Whip of the Official Opposition, an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and .30;

(f) to the member occupying the position of Whip of a party contemplated in paragraph *b*, Assistant Government Whip or Assistant Whip of the Official Opposition, an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and .25. For the purposes of this paragraph, the Government and the Official Opposition are entitled to a number of Assistant Whips equal to the multiple of twenty members in excess of twenty, and a party contemplated in paragraph *b* is entitled to one Whip, any fraction of twenty not to be counted for the purposes of this section;

(g) to the member appointed to act as chairman of a select committee, an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 and .15."

9. Section 99 of the said act, amended by section 80 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 36 of chapter 9 of the statutes of 1968 and replaced by section 16 of chapter 9 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

“**99.** There shall be granted to each member an annual allowance of \$7,000 for entertainment expenses.”

10. Section 99*a* of the said act, enacted by section 17 of chapter 9 of the statutes of 1971, is repealed.

11. L'article 101 de ladite loi, modifié par l'article 6 du chapitre 15 des lois de 1966/1967 et l'article 38 du chapitre 9 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement des mots « les indemnités et allocations prévues aux articles 48, 92, 96, 98, 98*a* et 99. » par ce qui suit: « les indemnités, allocations et autres sommes et bénéfices prévus par la présente loi. »

12. L'article 101*b* de ladite loi, édicté par l'article 19 du chapitre 9 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

« **101*b*.** 1. Est constitué, pour les fins du présent article, un comité formé du président général des élections, du président de la Commission de la fonction publique du Québec et du secrétaire du Conseil du trésor.

2. Après avoir pris l'avis du comité visé au paragraphe 1, les commissaires visés à l'article 54 établissent, par règlement, les conditions, les barèmes et les modalités pour le paiement aux membres de l'Assemblée nationale:

a) des allocations pour déplacements et des dépenses de voyage;

b) des dépenses pour la location, dans le district électoral du député, d'un local pour recevoir ses électeurs;

c) du traitement d'un secrétaire dans le district électoral;

d) des dépenses pour le logement, dans la Ville de Québec ou dans son voisinage immédiat, d'un député autre que le Premier ministre et le président de l'Assemblée nationale, qui a sa résidence principale à l'extérieur de la Ville de Québec ou d'un district électoral contigu à cette ville;

e) d'une allocation de présence aux membres d'une commission élue de l'Assemblée nationale lorsqu'une telle commission tient séance alors que la Législature n'est pas en session;

f) des frais de communication.

3. Une fois fixés, les conditions, barèmes et modalités visés au paragraphe 2 ne peuvent être modifiés sans que les commissaires visés à l'article 54 aient adopté

11. Section 101 of the said act, amended by section 6 of chapter 15 of the statutes of 1966/1967 and by section 38 of chapter 9 of the statutes of 1968, is again amended by replacing the words "the indemnities and allowances provided for in sections 48, 92, 96, 98, 98*a* and 99." by the following: "the indemnities, allowances and other sums and benefits provided for in this act."

12. Section 101*b* of the said act, enacted by section 19 of chapter 9 of the statutes of 1971, is replaced by the following:

“**101*b*.** (1) A committee composed of the chief-returning-officer, the president of the Québec Civil Service Commission and the secretary of the Treasury Board is constituted for the purposes of this section.

(2) After obtaining the advice of the committee contemplated in subsection 1, the commissioners contemplated in section 54 shall establish, by regulation, the scales, terms and conditions concerning the payment to the members of the National Assembly:

(a) of transportation allowances and travel expenses;

(b) of expenses for the lease of premises in the electoral district of the member to receive his electors;

(c) of the salary of a secretary in the electoral district;

(d) of expenses for lodgings, in the City of Québec or in the immediate vicinity, of any member other than the Prime Minister and the President of the National Assembly, having his principal residence outside the City of Québec or an electoral district adjacent to such city;

(e) of an attendance allowance to the member of a select committee of the National Assembly if such committee hold sittings when the Legislature is not in session;

(f) of communication expenses.

(3) Once fixed, the scales, terms and conditions contemplated in subsection 2 shall not be amended unless the commissioners contemplated in section 54 have

un règlement à cette fin, après avoir pris l'avis du comité visé au paragraphe 1. »

13. L'article 6 de la Loi de l'exécutif (Statuts refondus, 1964, chapitre 9), modifié par l'article 18 du chapitre 11 des lois de 1965 (1^{re} session) et l'article 2 du chapitre 10 des lois de 1971 est remplacé par les suivants:

« **6.** Le membre du Conseil exécutif qui occupe le poste reconnu de premier ministre est de droit président du Conseil exécutif.

« **6a.** En outre des indemnités, allocations et autres sommes et bénéfiques auxquels il a droit suivant la Loi de la Législature (chap. 6),

a) le premier ministre reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 de la Loi de la Législature par 1.50;

b) chaque membre du Conseil exécutif mentionné au premier alinéa de l'article 4 et à l'article 5 reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 de la Loi de la Législature par 1.10;

c) chaque autre membre du Conseil exécutif reçoit une indemnité annuelle égale au produit de l'indemnité visée à l'article 92 de la Loi de la Législature par 1.00.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour le paiement, aux membres du Conseil exécutif, d'allocations pour déplacements et pour le remboursement de frais de voyages.

Si le premier ministre occupe en même temps une des charges énumérées dans l'article 4, il n'a droit à aucune autre indemnité et allocation pour frais de représentation que celles attachées à la fonction de premier ministre.

« **6b.** Les sommes visées à l'article 6a sont payées à même le fonds consolidé du revenu. »

14. L'article 92 de la Loi de la Législature, tel que remplacé par l'article 5 de

made regulations for such purpose after obtaining the advice of the committee contemplated in subsection 1."

13. Section 6 of the Executive Power Act (Revised Statutes, 1964, chapter 9), amended by section 18 of chapter 11 of the statutes of 1965 (1st session) and by section 2 of chapter 10 of the statutes of 1971 is replaced by the following:

“**6.** The member of the Executive Council holding the recognized position of Prime Minister shall be, *ex officio*, President of the Executive Council.

“**6a.** In addition to the indemnities, allowances and other amounts and benefits to which he is entitled according to the Legislature Act (Chap. 6),

(a) the Prime Minister shall receive an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 of the Legislature Act and 1.50;

(b) each member of the Executive Council mentioned in the first paragraph of section 4 and in section 5 shall receive an indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 of the Legislature Act and 1.10;

(c) each other member of the Executive Council shall receive an annual indemnity equal to the product of the indemnity contemplated in section 92 of the Legislature Act and 1.00.

The Lieutenant-Governor in Council may make regulations for the payment, to members of the Executive Council, of transportation allowances and the reimbursement of travel expenses.

If the Prime Minister at the same time holds one of the offices mentioned in section 4, he shall not be entitled to any other indemnity and allowance for entertainment expenses than those attached to the function of Prime Minister.

“**6b.** The sums contemplated in section 6a shall be paid out of the consolidated revenue fund.”

14. Section 92 of the Legislature Act, as replaced by section 5 of this act, has

la présente loi, a effet depuis le 1^{er} avril 1974. effect from 1 April 1974.

15. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.]]

15. This act shall come into force on the day of its sanction.]]